

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations euro-brésiliennes, à Rio de Janeiro le 22 décembre 2008.

Cher Président Lula,

Cher Président Barroso,

Je serai bref, parce qu'au fond, je me suis reconnu dans ce qu'a dit le président Lula et dans ce qu'a affirmé le président Barroso.

En tant que président du Conseil européen, la première chose que je suis venu dire, au Brésil, c'est que l'Europe croit dans l'avenir du Brésil et l'Europe croit dans la politique du président Lula.

L'Europe et le Brésil, nous devons travailler ensemble. Ce n'est pas un choix, c'est un devoir. Le monde d'aujourd'hui est un monde multilatéral. L'année 2008 restera comme l'année où le monde est rentré dans le XXIème siècle. Nous ne pouvons pas avoir, pour le XXIème siècle, les règles et la gouvernance du XXème siècle.

Il y a des pays forts, les Etats-Unis d'Amérique, soit la première puissance du monde. Et nous, Président Lula, en Europe, on est les amis et les alliés des Etats-Unis d'Amérique. Mais nous, nous disons que nous avons en Europe nos propres valeurs, nos propres convictions, notre propre politique. On peut être amis et avoir des différences. Si, avec le président Barroso, nous avons tant lutté pour avoir le Sommet du G20 de Washington, c'est pour que des grands pays comme le Brésil puissent dire à la table de la gouvernance du monde : "voilà ce que nous voulons pour les Brésiliens, pour le continent d'Amérique latine, pour que chacun ait la parole".

L'Europe veut travailler main dans la main avec le Brésil. Et vraiment, Président Lula, pour le Sommet du 2 avril à Londres, comme il serait important que l'Europe et le Brésil viennent avec des propositions communes.

Nous ne voulons plus un monde de spéculateurs. Je parle à des chefs d'entreprise. Nous voulons un monde d'entrepreneurs. Nous ne voulons pas que ceux qui nous ont mis dans la situation où nous sommes aujourd'hui, soient ceux qui nous expliquent comment on s'en sort.

Nous ne voulons pas que les mêmes causes produisent, demain, les mêmes effets. Pour changer le monde, il va falloir qu'on se serre les coudes, Président Lula. Parce que les intérêts au service du conservatisme et de l'immobilisme sont très puissants. L'Europe, toute seule ne pourra pas porter ce message de changement. Je souhaite qu'avec Gordon Brown, qu'avec Angela Merkel, qu'avec Zapatero, qu'avec la Commission, nous préparions ce Sommet ensemble.

La deuxième remarque que je voulais faire, c'est que le président Lula a dit quelque chose de fondamental. C'est le retour de la politique dans le monde. Mais, c'est ce que nous avons fait avec le président Barroso en Europe. L'Europe ne faisait plus entendre sa voix. Parce que l'Europe s'était habituée à se mettre d'accord sur le plus petit dénominateur commun.

Quand je suis devenu président du Conseil, on m'a dit : "avant de prononcer un discours tu le montres à 26 autres chefs d'Etat et de gouvernement. Et tous, ils te donnent son avis. Et le discours, il sera le produit des opinions de 27 personnes". J'ai tout de suite vu qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas ! Parce que qu'est-ce que vous voulez que cela soit un discours où il faut mettre 27 personnes d'accord avant d'avancer une idée ? Je pense que le rôle du président du Conseil, c'est d'avoir des convictions, des convictions fortes et des convictions justes. Si ces convictions sont fortes et justes, alors les 27 pays se retrouvent dans le président du Conseil. C'est à lui de savoir faire preuve de leadership et d'esprit de consensus. C'est cela le

du Conseil. C'est à lui de savoir faire preuve de leadership et d'esprit de consensus. C'est cela la politique.

Si nous avons été élus, ce n'est pas pour être des bureaucrates. Je n'ai rien contre. Mais ce ne sont pas eux qui ont été élus, c'est nous. Si nous avons été élus, ce n'est pas pour être des technocrates. Je n'ai rien contre. Mais s'il suffisait d'être technicien pour diriger un pays, alors il y aurait beaucoup de monde qui pourrait diriger un pays !

Je regardais encore ce matin dans la presse. 2009 va être très difficile. Ce sont les mêmes qui nous expliquaient que la Présidence française de l'Union serait à la limite ennuyeuse tellement il ne se passerait rien. Les mêmes qui disaient que 2008 serait très facile, nous expliquent, avec la même autorité, que 2009 sera très difficile. Mais c'est la vie qui est difficile. Si on veut un métier facile, on ne fait pas président de la République ou président du Brésil ou président de la Commission. De toute manière, les difficultés sont là. Qu'attendent les gens ? Qu'on les sorte des difficultés. Cette crise, on en sortira. On en sortira en investissant davantage, en créant les infrastructures dont on a besoin, en investissant dans la recherche et dans l'innovation, en s'interdisant le protectionnisme, en s'alliant les uns aux autres. Lula et moi, on n'est pas du même continent. On n'a pas les mêmes histoires. On n'est pas forcément du même courant politique. Mais, moi, je peux dire une chose : on s'est toujours compris. Parce que quand il parle, je comprends. Parce que quand il parle, c'est pour dire quelque chose. Il y en a tellement qui parlent pour ne rien dire, y compris sur les points difficiles.

Je voudrais en terminer par là. Je suis sincère quand je dis qu'on a besoin du Brésil dans la gouvernance mondiale. Le président Lula le sait bien. Ce n'est pas la position de tous les pays en Europe. Donc je ne parle pas en tant que président du Conseil, mais en tant que président de la République française. Je pense qu'on a besoin du Brésil, comme membre permanent du Conseil de sécurité. Mais on a besoin du Brésil aussi pour préserver les équilibres environnementaux de la planète.

Avec le président Barroso, en Europe, on a fait un choix extrêmement difficile. Celui de nous mettre des règles très contraignantes pour arrêter de polluer la planète. Président Lula, ce fut très difficile, notamment vis-à-vis des nouveaux pays de l'Est. On leur a imposé des règles très contraignantes. Mais avec José-Manuel Barroso on a dit : si on n'est pas capable de le faire pour nous-mêmes, comme on sera attendu des Chinois, des Brésiliens, des Américains, on ne peut pas venir ici au Brésil en disant : "faites ce que l'on ne fait pas". On peut venir ici en amis, en disant : "faites ce qu'on a décidé de faire parce qu'on a besoin de vous". C'est vous qui êtes souverains au Brésil. Ce n'est pas nous. Mais la forêt amazonienne, c'est la première forêt du monde. Si on peut vous aider à entretenir ce patrimoine extraordinaire pour l'équilibre de l'humanité, on vous aidera. C'est un patrimoine exceptionnel pour la bio-diversité. L'Amazonie, c'est vous. Mais permettez à un pays riverain du Brésil... La France, par la Guyane, - je vois que le président Barroso parle bien le portugais ! - est frontalière du Brésil. On a besoin du Brésil dans ce combat. On a besoin du Brésil dans la régulation des flux financiers. On a besoin du Brésil dans la stabilité, la sécurité et la paix dans le monde.

J'ai apprécié les appels du Président Lula pour les négociations à l'OMC et pour le cycle de Doha. Rien ne serait pire que le protectionnisme. C'est une conviction très ancrée du président Barroso. Mais il faut qu'on en parle aussi. Moi, je crois que la méthode qui a été retenue n'est pas la bonne. Je pense que si, à un moment donné, les chefs d'Etat et de gouvernement ne s'y mettent pas pour essayer de trouver un accord, pour essayer de trouver les marges de manoeuvres qui rapprochent les positions, on n'y arrivera pas. On ne peut pas simplement se contenter de faire une grande conférence internationale à 160 ou 163, Chère Madame Idrac, je ne m'en souviens plus... Douze ans ou onze ans pour ne pas avoir un accord, c'est qu'il y a un problème.

Je pense qu'à un moment donné dans l'année 2009, quand la nouvelle administration américaine sera aux affaires, il faudra que le président Obama prenne des initiatives, que nous nous retrouvions et que nous bousculions les habitudes pour avoir un accord équilibré.

Je sais que nos amis brésiliens sont inquiets pour leur agriculture. Mais enfin, les exportations de produits agricoles brésiliens en Europe depuis 2000 ont été multipliées par trois. Je ne dis pas qu'on fait tout bien. Je dis que cela mérite d'être pris en considération et qu'on peut parler. Mais,

de la même façon, nous voulons pouvoir exporter chez vous nos services et nos produits industriels.

En résumé, l'Europe n'est pas venue pour vous dire comment il faut faire. Vous n'êtes pas un grand de demain au Brésil, vous êtes déjà une grande puissance du monde. L'Europe est venue vous dire qu'elle veut travailler avec vous, qu'elle admire ce que vous avez fait de ce grand pays, qu'elle croit en vous, en votre culture, au potentiel extraordinaire de votre économie et de vos richesses. On voit l'amour de la vie. L'Europe ne demande pas des droits pour elle qu'elle ne serait pas capable de donner pour vous. L'Europe demande un partenariat stratégique durable entre le Brésil et l'Europe. Et, à l'intérieur de l'Europe - José Manuel ne m'en veut pas - tous les pays en Europe vous aiment. Mais la France, la France, elle ne se contente pas de vous aimer et, demain, elle montrera, la France, comment elle considère, elle respecte ce grand pays qu'est le Brésil.

Merci.